

# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 15 MARS 1986

N° 342

PRIX : ANTILLES 2F50  
FRANCE 3F

## Editorial

### LES TRAVAILLEURS ONT LA FORCE D'INTERDIRE LES LICENCIEMENTS ET DE CONTROLLER LES COMPTES DES CAPITALISTES

Deux faits exemplaires, l'un en Guadeloupe, l'autre en Martinique nous permettent de faire ressortir ce que doit être la politique des travailleurs. En Guadeloupe, la direction d'un supermarché, ayant modernisé son matériel de nettoyage, avait décidé de se passer d'une employée, de la licencier purement et simplement. En Martinique, les propriétaires de Denel, conserverie d'ananas, ayant crié à la faillite, le Conseil Général de droite et le Conseil Régional de gauche, se sont précipités pour leur offrir plusieurs centaines de millions de centimes, qui sous forme de dons, qui sous forme de prêts.

Ces deux faits sont extrêmement édifiants. Dans le premier cas, les capitalistes sont sans pitié, ils modernisent leur entreprise, ils jettent les travailleurs à la rue. Ici, on n'a vu ni les Conseillers généraux, ni les Conseillers régionaux voler au secours du travailleur. Mais heureusement, et c'est très bien comme ça, la solidarité ouvrière a joué, la mobilisation de tous les employés a fait reculer le patron. Et nous disons que ce qui s'est passé dans ce super-marché peut se passer ailleurs.

Les patrons roulent des mécaniques, gonflent leur estomac et affirment leur droit divin d'être seuls maîtres dans l'entreprise. Mais il faut leur rappeler que le travail ne marche pas sans nous, travailleurs. Pour qu'ils fassent des profits, il faut que nous acceptions de nous faire exploiter tous les jours dans leur entreprise. Il faut leur faire comprendre que dans chaque entreprise, nous sommes plus nombreux qu'eux, et aussi à l'échelle du pays. Le seul langage qu'ils comprennent, c'est celui de la force. Il faut donc nous arranger, dans chaque circonstance, pour être plus forts qu'eux.

Et plus cette conscience là sera répandue dans les entreprises, pour devenir la conscience de toute notre classe, et plus le rapport de force avec les patrons nous sera favorable. Il n'est absolument pas dit que nous ne puissions pas parvenir à interdire aux patrons de licencier. Et ils n'est pas dit non plus qu'à un certain stade de notre prise de conscience et de notre mobilisation, nous ne puissions pas dégager des emplois pour les chômeurs. Ce sera possible en contraignant certains patrons à les embaucher, et en contraignant l'administration à créer de nouveaux postes dans les services publics, notamment là où le manque est flagrant. Car si l'État, les Assemblées, sont aussi bien disposés à distribuer de l'argent aux patrons sous prétexte que ces patrons vont créer des emplois, nous pouvons dire à l'État-patron, « donnez directement cet argent aux travailleurs en créant des emplois utiles ».

Et la liste de ce type d'emplois à créer pourrait être très longue. Car il manque encore de beaucoup de choses dans notre société. Il manque de transports urbains, il manque de crèches et de garderies, il manque d'écoles maternelles ; des milliers de gens sont sans électricité, sans eau courante, encore en 1986 ; des milliers d'hectares de terre sont en friche ; il n'y a pas de pêcheries modernes ; il y a un retard dans l'industrie de la conservation et du froid dans un pays qui en a bien besoin ; un retard considérable existe dans l'élevage ; et puis parlons aussi des services d'entretien et d'hygiène des municipalités, qui sont dans la plupart des cas au dessous de tout, notamment insuffisants ! Et le retard du logement ? Darsières, vice-président du Conseil Régional de la Martinique ne parle-t-il pas de 13.000 demandes de logements ?

Alors, pour résorber le chômage, ce n'est pas aux capitalistes, qu'il faut donner l'argent, c'est aux travailleurs en développant des activités économiques et sociales utiles. Mais le même Darsières, avec son compère de droite Émile Maurice, n'ont demandé aucun compte aux capitalistes de Denel en Martinique. Et voilà que le principal actionnaire de la Denel, Alex Huygues Despointes, (par ailleurs président de la Chambre de Commerce) va toucher des millions ! Sans que personne ne lui pose de questions sur ce qu'il a fait de l'argent rapporté par la Denel les années précédentes. Parce que au début des années 80, l'ananas martiniquais a connu une période très florissante, précisément parce que la production mondiale avait reculé, sauf en Martinique et en Thaïlande.

(Suite page 3)

Martinique :

## LA GAUCHE ET LA DROITE DISTRIBUENT DE L'ARGENT AUX DESPOINTES



Alex Huygues Despointes.

Il aura suffi que les capitalistes propriétaires de Denel crient à la faillite pour que les politiciens de droite comme de gauche s'empres- sent de leur venir en aide. Et Émile Maurice président du Conseil Général s'est fait doubler par son collègue Darsières du Conseil Régional pressés qu'ils étaient l'un et l'autre à secourir ce pauvre capitaliste en

difficulté.

En effet Despointes annonçait des difficultés pour payer les salaires de février de quelque 30 employés permanents. Le Conseil Régional lui a attribué un prêt de 200 millions de centimes sans intérêt, remboursable sur 5 ans avec différé de 3 ans. De plus, il accorde à Denel S.A. un don de 100 millions de centimes.

Quant au Conseil Général il n'est quand même pas resté trop à la traîne puisqu'il fait un don de 100 millions de centimes et un prêt de 100 millions de centimes. Par ailleurs, les propriétaires ont sollicité aussi un prêt de 400 millions de centimes qui serait semblé-til avalisé par le Conseil Régional.

Selon les déclarations de Darsières sur RCI, les 200 millions de prêt sont destinés à payer les retards de salaires de 1.500 personnes liées à l'activité de l'usine Denel. C'est bien entendu un mensonge grossier. Mais au moment où le Conseil Régional décidait ces importantes subventions, les retards de salaire n'étaient pas aussi importants qu'on voulait le dire, par contre les patrons de Denel avaient déjà préparé leur dénoûment de hilan.

De plus, Darsières sait mieux que quiconque que les travailleurs ne verront pas un seul centime de ce qui a été versé aux patrons de Denel et surtout ils n'auront pas la garantie pour autant de voir leur emploi assuré.

Darsières sait-il que les Despointes et tous les békés jouent le même jeu sur les deux îles. Les mêmes ont eu des subventions pour l'usine à sucre de Gardel en Guadeloupe.

Par contre cela ne l'empêche pas d'injurier notre camarade Gislhaine Joachim Arnaud, tête de la liste de Combat Ouvrier aux élections régionales et législatives, qui a dénoncé ce trafic. Il est vrai que les petits bourgeois de l'acabit de Darsières sont d'autant plus méprisants vis à vis des travailleurs qu'ils sont soumis aux capitalistes.

En tout cas, il est une chose que Darsières n'aura pas eu le courage de faire c'est de demander aux Despointes l'état actuel de leur fortune, les comptes complets de Denel avant de faire de si beaux cadeaux.

Voir en page 3 notre article sur les biens des entreprises Despointes.

Guadeloupe :

## INCIDENTS DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les incidents plus ou moins violents se sont multipliés pendant la campagne électorale, c'est ainsi que dès le 28 février, un meeting de l'UPLG avait été interrompu à Moule, par des gens qui n'avaient pas hésité à tirer des coups de feu contre le service d'ordre de l'UPLG.

Le journal « Lendépens » fait état de « nombreux impacts... relevés sur une Visa Citroën dont la vitre arrière a été brisée. » Puis ensuite, différents incidents ont émaillé la campagne de la liste Michaux-Chevry-Beaujean à Petit-Canal, Morne-à-l'Eau, et même semblé-til dans la région de Trois-Rivières, mais l'incident le plus notable fut celui qui a eu lieu à Capesterre-Belle-Eau, et au cours duquel un cocktail-molotov a atteint Gérard Penchard, membre de la liste Michaux-Chevry.

Après ces incidents, on peut noter des réactions de deux types dans la population : une fraction, généralement les plus jeunes, mais aussi des gens très pauvres, sans ressources, disent carrément « tant pis pour Michaux-Chevry » ! Ce sont des réflexions que nous avons pu

noter en différents points de la Guadeloupe. Les gens qui font ces réflexions disent aussi que c'est embêtant que Penchard ait été gravement blessé, mais ils estiment que Michaux-Chevry fait de la provocation et a une attitude souvent injurieuse vis-à-vis de la population.

Mais une autre fraction, toujours de gens des classes laborieuses, ouvriers, petits artisans, trouvent que c'est exagéré d'en arriver à cette violence pour s'opposer à la politique de Michaux-Chevry. Ils disent aussi que cela aura l'effet contraire à celui qui est recherché. Parce que certaines personnes de droite qui étaient déjà plongées dans l'indifférence ou le scepticisme, vont de nouveau se mobiliser pour voter pour Chevry.

Pour notre part nous pensons, bien sûr, que tous les partis, toutes les organisations ont parfaitement le droit de s'exprimer sans avoir à encourir la violence de leurs adversaires. D'autant que cette violence prend une force qui est peu contrôlable par la population. Notamment il y a un élément de « trouble », de « mystère », qui montre que ces

agissements pourraient très bien se retourner contre la population.

Mais le fait que ces actes de violence, contre Michaux-Chevry ne soient pas unanimement condamnés mais sont même approuvés par une partie de la population, montre à quel point en est la situation en Guadeloupe. Cela montre que beaucoup de pauvres, de chômeurs, de gens démunis de tout, sont de plus en plus exaspérés par la situation et rejettent catégoriquement les discours et les promesses des politiciens. Précisément à cause de cela, nous répétons aux travailleurs ce que nous avons dit tout au long de la campagne. C'est qu'il y a un jeu politique trouble qui se joue entre des forces politiques, des états-majors qui veulent occuper le terrain, en vue de la prochaine étape. Il ne faut pas juger les hommes politiques sur leurs déclarations officielles.

Michaux-Chevry a beau faire des déclarations départementalistes et francophiles, cela n'empêche que son jeu politique consiste

(Suite page 4)

# AUX TRAVAILLEURS, AUX PAUVRES, QUI ONT L'INTENTION DE S'ABSTENIR LE 16 MARS.

## DÉCLARATION DE Gérard SÉNÉ



(Photo Nouvler)

cours pendant toutes ces années. Politiciens affairistes et brigandage d'hommes d'affaires, c'est tout cela qui a défrayé la chronique depuis quelques années.

Vous êtes écœurés de voir que les mêmes juges qui mettent tant de temps à traquer ces riches, ces trafiquants, sont sans pitié pour les pauvres dès qu'ils commettent la moindre petite infraction ou délit. Leur gendarmerie et leur police n'hésitent pas à tirer sur la population soi-disant pour chercher des malfaiteurs ! Et il y a eu un mort cette année, abattu froidement par un gendarme !

Et quand dans notre peuple, des gens relèvent la tête, s'indignent, protestent, se révoltent, la justice française a la main très lourde. Des militants nationalistes et communistes révolutionnaires sont poursuivis, emprisonnés, recherchés par la police et la justice. Des condamnations d'un total de plus de 100 années de prison ont été distribuées par cette même justice qui laisse en liberté les voleurs de la SODEG et Cie !

Mais beaucoup d'entre vous veulent aussi s'abstenir, parce qu'ils ont perdu leurs illusions dans le système politique. Parce qu'ils voient maintenant que ni ces partis de droite, ni ces partis de gauche, ne sont capables de faire face aux véritables problèmes économiques et sociaux de la Guadeloupe.

Ces gens-là masquent leur incapacité en tentant de vous faire croire que le nouveau statut à la mode, la « décentralisation », va régler vos problèmes ! Nous affirmons bien au contraire que la « décentralisation » est un piège qui va se retourner contre nous, si nous n'y prenons pas garde. L'impérialisme français a beaucoup d'expérience politique, il se servira de la « décentralisation »

pour se démettre de ses responsabilités et les faire porter sur des politiciens locaux chargés de gérer la pénurie. Puis il enlèvera ses billes du jeu, et mijotera une indépendance à sa façon, où les mêmes vieux routiers de la politique se présenteront à nous avec de nouveaux habits.

Oui, il y a de quoi être écœuré de tous ces jeux politiques, de tous ces mensonges, de toute cette irresponsabilité.

Car le véritable problème des travailleurs et de toute la population laborieuse, c'est celui d'une transformation profonde des structures mêmes de l'économie et de la société ; c'est celui de la refonte totale de l'agriculture en vue de fournir à notre pays ce dont il a besoin pour son alimentation, c'est aussi la création de nouvelles industries tournées vers nos besoins.

Mais de telles transformations de structures sont impossibles par le jeu politique actuel. Car nous voyons bien l'incapacité totale des politiciens de droite ou de gauche à engager le fer dans cette direction-là. Car pour cela, il faut, par la mobilisation des travailleurs, de tous les pauvres, s'attaquer aux intérêts des gros capitalistes qui détiennent les meilleures terres, qui contrôlent le négoce (l'import-export). Il faut s'attaquer aux intérêts de cette classe qui paralyse toute initiative économique qui mettrait fin à leurs monopoles.

Pourquoi alors, disons-nous que le geste de l'abstention ne suffira pas pour exprimer tout cela ?

Aujourd'hui au sein même de la classe des capitalistes, un courant a pris naissance qui est partisan de la solution indépendantiste. A côté de ceux-là, il y a toute une couche sociale de petits et moyens bourgeois aisés et même riches. Il y a

des directeurs d'entreprises, des chefs de service, des hauts cadres de l'administration, des capitalistes, tout un milieu déjà organisé, qui a l'habitude de commander, et qui veut l'indépendance à son profit. Ceux-là ils sont pour l'abstention à ces élections. Ceux-là veulent une indépendance qui leur permettra de prendre la direction du pays et de maintenir l'exploitation capitaliste.

Il y en a aussi d'autres, enseignants, médecins, avocats, notables, écrivains, artistes etc... qui ne visent pas simplement la satisfaction de besoins personnels en prenant position pour l'indépendance. Ceux-là ne cherchent pas forcément un avantage matériel en se battant pour l'indépendance. Ce sont des gens qui placent leur dignité d'hommes au-dessus des avantages qu'ils ont dans le système actuel.

Mais si les travailleurs n'ont pas leur propre politique, ne s'organisent pas et n'agissent pas séparément de l'ensemble de ces classes moyennes, même cette dernière catégorie finira par lier son sort à celui de la bourgeoisie d'affaires et à tous ceux qui veulent l'indépendance pour mieux asseoir leur intérêt en ayant le pouvoir.

Eux sont pour l'abstention ! Ils sont à la recherche de la représentativité, qui leur permettra, en dehors des luttes des travailleurs, de négocier avec le gouvernement français.

Alors, travailleurs, chômeurs, tous les pauvres, c'est dès maintenant que vous devez apprendre à ne pas vous mélanger avec eux. Vous devez avoir votre indépendance par rapport aux riches et aux notables. Ce n'est pas votre intérêt de les laisser parler et agir en votre nom. Vous devez utiliser chaque lutte, chaque combat, chaque occasion politique pour vous exprimer à part des notables et des riches, selon vos propres

intérêts. Vous n'avez aucun intérêt à leur faire confiance !

La principale organisation que vous appelez à l'abstention, c'est l'U.P.L.G. C'est une organisation avec laquelle nous avons eu l'occasion de mener des luttes ensemble, dans un passé récent, et au sein de laquelle nous considérons que nous avons des frères de combat, et parfois de véritables camarades. Mais il n'y a pas que cela à l'U.P.L.G. Il y a aussi des gens qui envisagent l'indépendance sous la direction des notables et des riches, et ce sont ceux-là aujourd'hui qui ont le plus d'influence sur l'U.P.L.G., ce qui représente un danger extrêmement grave pour l'avenir des travailleurs et de la population laborieuse.

Pour faire face à ce danger, nous proposons une politique. Nous avons présenté une liste pour permettre à ceux qui veulent s'exprimer de dire : d'abord leur écœurement ensuite leur révolte contre cette société coloniale et capitaliste, et enfin leur espoir d'un avenir fondé sur la lutte des masses populaires ouvrières et paysannes. Le vote sur les listes COMBAT OUVRIER n'est pas un vote comme les autres, c'est avant tout un geste politique de protestation et de confiance dans les luttes que les travailleurs et les pauvres peuvent mener eux-mêmes sans confier leur sort à des politiciens de droite ou de gauche. Mais aussi sans le confier à des notables et des riches qui eux, choisissent une solution indépendantiste à leur profit.

L'abstention a un sens, voter COMBAT OUVRIER a un sens différent. C'est à vous de choisir ce que vous avez à faire.

Gérard SÉNÉ

(tête de liste de COMBAT OUVRIER)

Vous avez peut-être déjà décidé de vous abstenir lors des élections du 16 mars. Ou peut-être hésitez-vous encore sur ce que vous ferez le 16 mars ? Mais l'abstention vous tente. Et cela se comprend.

Beaucoup d'entre vous pensent avec juste raison qu'il faut se détourner du jeu stérile des partis de droite et de gauche, et de tous ces politiciens qui viennent chercher vos suffrages pour leur permettre d'avoir une place dans l'appareil de l'état colonial français, pour se parer de titres, se donner des allures de « responsables », se prendre pratiquement pour des petits gouvernants. Alors que ni la politique des uns, ni la politique des autres n'est réellement favorable aux intérêts des travailleurs, des chômeurs, des paysans pauvres, et des artisans.

Vous êtes dégoûtés de tous ces discours, du spectacle de cette corruption qui s'est donné libre

Guadeloupe :

**SUR NOTRE LISTE**

**LABANZINE Omer**  
**OUVRIER DES BANANERAIES**

Il est connu comme l'un des travailleurs les plus combattifs de la banane de la région de Capesterre. Ce travailleur vend sa force de travail dès l'âge de 13-14 ans tout d'abord comme ouvrier de la canne, pour l'usine Marquisat.

L'usine ayant fermé et licencié presque tous les coupeurs, il sera alors obligé de changer de patron. A ce moment là, il vend sa force de travail à ceux qui ont accaparé, par un moyen ou par un autre, toutes les meilleures terres de l'usine Marquisat pour y mettre des bananeraies.

Ses patrons ont alors pour nom Thionville, puis Max Martin.

Au début des années soixante-dix il commence à militer activement dans les syndicats des travailleurs de la banane. Il participera alors activement aux deux grandes grèves des ouvriers de la banane en 1976 et

1977. Et dès lors il n'abandonnera jamais la lutte sur les plantations. Il change de nouveau de patron à la fin des années soixante dix. Et depuis 1980 il est régulièrement élu comme délégué du personnel sur la plantation SCA-Boulogne appartenant aux héritiers Valeau.

On peut dire que Omer Labanzine est un de ces travailleurs de la banane qui ne se laisse pas marcher sur les pieds par les patrons et qui est toujours à la lutte avec ses camarades.

S'il est aujourd'hui, comme par le passé, sur la liste de Combat Ouvrier, c'est parce qu'il est conscient que la lutte contre le patronat, c'est aussi une lutte politique pour renverser la société capitaliste.

Il sait que les élections peuvent contribuer à faire connaître la politique ouvrière révolutionnaire.

Guadeloupe :

## Des occupants de terres bloquent la Nationale 1 à Goyave

Le lundi 10 mars au matin, la route nationale n° 1 était barrée dans la région de Goyave. Plusieurs arbres avaient été abattus entre la rivière La Rose et la rivière Sarcelles. C'est de cette façon que des occupants de terre de Goyave entendaient obliger l'administration du département à se pencher sur leur problème. Et ils n'entendaient pas enlever leur barrage tant qu'une autorité compétente en la matière ne leur donnerait pas une réponse satisfaisante. Le Maire de la commune, François Louisy, par ailleurs conseiller général du nouveau canton de Goyave se rendit rapidement sur les lieux. Par contre le président du conseil général, le docteur Larifla déclara ne pas pouvoir, en raison de

son emploi du temps, se rendre sur les lieux. Il acceptait cependant de recevoir les manifestants à Basse-Terre. Ces derniers refusèrent de se rendre à Basse-Terre ou à Pointe-à-Pitre et décidèrent de maintenir leur barrage.

C'est alors que le préfet, Maurice Saborin se rendit sur place pour discuter avec les occupants.

Ces derniers, au nombre d'une centaine environ, sont des travailleurs et des agriculteurs sans terre, qui occupent depuis près de deux ans des terres appartenant au département plantées d'arbres, et situées dans les hauteurs de Blonzac. Après bien des démarches, notamment auprès de Lucette Michaux-Chevry alors qu'elle était présidente du conseil général et avait promis de

réglé ce dossier et d'attribuer ces terres aux demandeurs, les occupants ont décidé d'utiliser d'autres moyens. Il faut dire qu'ils avaient déjà créé une SICA (syndicat d'intérêt collectif agricole), avaient constitué un dossier et attendaient.

Mais ne voilà-t-il pas que d'autres occupants sont arrivés et ont commencé à défricher les terres en question en utilisant entre autre des bulldozers. Sentant qu'ils allaient peut-être perdre les terres qu'ils occupaient au profit des nouveaux arrivants, les premiers occupants ont donc décidé de barrer la route pour obliger l'administration à régler plus rapidement leur dossier. Il faut aussi dire que nombre des nouveaux occupants sont ou des gens possédant déjà des terres, ou des gens n'ayant nullement besoin de ces terres pour vivre, tous ces gens étant en grande majorité des habitants de Capesterre-B-E. A un moment on a voulu faire croire qu'il s'agit d'une concurrence entre des gens de Capesterre-B-E et des gens de Goyave. En fait, même parmi les premiers occupants, ceux qui attendent depuis deux ans qu'on règle ce problème, figurent des travailleurs de Capesterre-B-E.

Le défrichage des terres de Blonzac pose cependant un problème. Selon le Maire de la commune, cela risque notamment d'avoir des conséquences assez graves sur la nappe phréatique et sur les rivières de la région. Alors pour régler ce problème de la soif de terres des travailleurs de la région, sans pour autant défricher complètement la forêt dont on connaît l'importance pour la nature, il reste à s'en prendre aux terres concentrées aux mains de quelques gros propriétaires.

## LISTE DE SOUSCRIPTION

**GAUDELLOUPE :**

T. Ouvrier P-à-P	10	P. Commerçante Besson	20
G.	30	T. Commerçant P-à-P	20
L. Commerçant Basse-Terre	20	Médecin	200
Vendeuse Basse-Terre	20	M. Employée Ste-Anne	30
Animateur Basse-Terre	50	A. Gosier	100
B. Basse-Terre	20	M. Commerçante Ste-Anne	50
D. Professeur Abymes	200	A. Employée Capesterre	200
B. Professeur Basse-Terre	200	M. Employée Capesterre	50
Renée	100	S.M. Capesterre	50
Nicole	50	R.E. Employée Capesterre	100
Marie	50	Guy C. Capesterre	50
DDASS P-à-P	200	Coiffeur Capesterre	50
		P.B. Maraicher	50
		Douanier Raïzet	50
		P.R. P-à-P	50
		M.E. Carreleur	30

G.E. Maçon	20	Enseignant	200
E. Maçon	20	Enseignante	105
Un ami Carreleur	20	Retraité	300
Un jeune	5	Secrétaire	100
Deux jeunes	10	Secrétaire	100
Divers sympathisants	77	Aide Soignant	60
<b>TOTAL</b>	<b>2222F</b>	Secrétaire	300
<b>NOUVEAU TOTAL</b>	<b>7074F</b>	Employée clinique	100

**MARTINIQUE :**

Agent de bureau	20	Enseignante	500
A.S.	100	Pneu service	200
Mécanicien EDF	100		
IDE sp	50	<b>TOTAL</b>	<b>2605F</b>

# VIE ET LUTTES DES TRAVAILLEURS

JARRY :

## LES TRAVAILLEURS DE COCA-COLA FONT LEURS COMPTES

Les travailleurs de Cofrigo, Sagba, Cadl et Socréma, se sont mis en grève le lundi 10 mars.

Dans un tract, le syndicat CGTG de l'entreprise, explique : « Quand les Despointe ont succédé à De Jaham, nous avons accepté ce qu'ils nous proposaient... Ils venaient de faire un gros investissement. Nous ne

voullons pas passer pour des brise-tout. . . Depuis, pour nous, rien n'a changé, ou alors en pis ».

Un bel exemple de la tactique des patrons. Ils demandent toujours aux travailleurs de faire des sacrifices, d'être patients. Ils leur font croire que leur entreprise est en difficulté,

ou alors qu'ils ont l'intention d'investir pour améliorer la situation financière de l'entreprise. Les salaires des ouvriers sont bloqués, le niveau de vie des familles des travailleurs baisse. Et pendant ce temps là eux, les patrons, mettent de l'argent de côté, ils spéculent, ils mettent de l'argent dans de nouvelles affaires.

En définitive, ceux qui créent les richesses, ceux qui travaillent, sont trompés.

Alors si aujourd'hui, les travailleurs de Coca-Cola se sont mis en colère, si ils réclament la révision immédiate de leurs salaires, ils ont bien des raisons de le faire.

Abymes :

## Les parents de l'école de Boisvin en colère

A l'école mixte de Boisvin, lundi 10 mars, les parents d'élèves ont manifesté leur colère. Ils ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école en signe de protestation contre les mauvaises conditions d'hygiène de cette école, la vétusté des locaux et en particulier de la cantine. Ils demandent aussi la construction d'une nouvelle école sur le terrain situé en face de l'école actuelle.

Les parents se sont trouvés particulièrement en colère lorsqu'ils ont appris que le terrain sur lequel ils demandaient que soit faite la nou-

velle construction de l'école de Boisvin, devait être loti.

Face au mouvement des parents des Abymes, le maire a fait savoir que l'autorisation de lotissement avait été donnée suite à une confusion entre deux terrains. Depuis, il aurait demandé que l'arrêté préfectoral soit annulé.

Il n'empêche que les parents des Abymes ont eu raison de se mobiliser et de faire entendre bien fort leur voix. Car en cette période électorale, les promesses ne coûtent pas cher. Ils savent que leurs multiples dé-

marches auprès de la municipalité, en particulier en ce qui concerne l'entretien des écoles, restent le plus souvent lettre morte. De plus il n'est pas rare qu'ils se fassent recevoir de façon plutôt cavalière par le maire.

Alors, si aujourd'hui, ils choisissent de se mobiliser et de se mettre ensemble pour s'occuper de leurs affaires, ils ont plus de chance d'être entendus.

Guadeloupe :

lettre reçue à la rédaction du Journal

du groupe **DES DÉCASÉS**

**DE BAZIN - ABYMES**

Le 27 février dernier (aux Abymes à la Section dite « Bazin »), un Huissier, un Commissaire de la S.R.P.J et des hommes de main, se présentaient sans permis et sans avertissement et se mettaient à démolir, nous disons bien démolir des maisons, trois maisons ont eu le temps d'être démolies. Vu l'indignation des gens présents, la quatrième a été épargnée. Ce saccage a été arrêté par Madame Michaux-Chevry, avocate de l'affaire, car il n'y avait pas de permis de démolition.

De ce fait, trois familles se trouvent sans domicile, dont une mère et ses trois enfants et un couple avec un bébé.

Ces terres appartiennent à Madame Gervais, vu le nombre d'années que nous occupons ces terres qu'elle n'a pas besoin, elle est d'accord à nous vendre le morceau qui nous est dû.

Les démolitions ont été entreprises par Madame Gongon et son frère, qui se disent propriétaires, mais la véritable propriétaire est Madame Gervais. Au vu de son titre de pro-

priété et cette affaire est en cours au Tribunal de Pointe-à-Pitre.

Nous, sans maison, avons été voir Monsieur Jalton, Maire de la dite commune qui nous a reçu d'une manière très cavalière, nous disant même qu'il n'était nul besoin de nous recevoir étant donné que Madame Gongon, s'est permis de dire que le permis de démolition avait été délivré et signé par le Maire.

Vexé par cette remarque, il nous claqua la porte au nez sans respect aucun de notre intervention et de notre qualité d'administrés.

Nous avons fait faire un constat par Maître Daucle, Huissier de Justice.

Nous mettons le peuple au courant du comportement d'un Maire qui se dit défenseur du Peuple Guadeloupéen et sollicitons le soutien de la population pour nous permettre de faire respecter nos droits et pour que la Municipalité des Abymes nous reloger sans délais.

LE GROUPE DES DÉCASÉS DE BAZIN ABYMES.

Martinique :

## Baisse du prix de l'essence

**ON NE NOUS DIT PAS TOUT !**

Le prix de l'essence est à la baisse, suite aux différentes baisses du pétrole brut et du dollar. Actuellement, il atteint en Martinique 5,53 Francs pour le super et 5,43 Francs pour l'ordinaire.

Il faut signaler que cette baisse est tout de même moins importante qu'elle n'aurait dû l'être, puisque le Fonds d'Investissement Routier a prélevé au passage 5 centimes par litre sur le carburant.

«Justice» l'organe du P.C.M rend compte de tout cela en soulignant que l'essence en France coûte 59 centimes de moins, et s'en prend à la SARA, qui raffine le pétrole et à la «mafia pétrolière» en situation de monopole.

Il est certain que la SARA et les distributeurs de pétrole prélèvent leur

dîme dans cette affaire, et n'hésitent pas à tondre le consommateur. Mais ils ne sont pas les seuls, loin de là. Pourquoi «Justice» va-t-elle chercher si loin les éléments de comparaison, alors qu'il y en a bien plus près.

Que constatons-nous ? En Guadeloupe, l'essence est vendue 40 centimes moins cher par litre, soit une différence de 8 %. Or, cette essence ne sort pas du ciel, ni de France.

L'essence utilisée en Guadeloupe vient de la raffinerie de la SARA, située en Martinique. Cette essence, transportée en Guadeloupe y est vendue moins cher que sur les lieux de production !

Et qui est responsable de cela ? Pas la SARA, ni «la mafia pétrolière»

qui se sont déjà servis juteusement auparavant, mais le F.I.R.

Le Fonds d'Investissement Routier prélève une taxe sur les super-carburants, taxe qui augmente chaque année. Avant, c'était le Conseil Général, à majorité de droite qui gérait le F.I.R., le P.C.M critiquait les taxes du F.I.R.

Maintenant, depuis un an, c'est le Conseil Régional à majorité de gauche qui gère le F.I.R. et qui rançonne donc la population. Et ça le P.C.M. ne veut pas le dire. A moitié par omission, et à moitié ouvertement Justice ne dit pas la vérité à la population.

Et faudra-t-il attendre que la gauche perde la majorité au Conseil Régional, pour que Justice se remette à critiquer le F.I.R. ?

Pointe-à-Pitre :

## Prisunic : les travailleurs empêchent le licenciement de leur collègue

Au Prisunic de Pointe-à-Pitre (ex Unimag) les travailleurs ont fait 4 jours de grève pour s'opposer au licenciement d'une des leurs, femme de ménage.

Ils ont pu obliger le patron à assurer à cette employée 6 heures de travail par jour. Auparavant elle travaillait comme les autres employés sur la base de 39 heures par semaine.

Mais à Prisunic comme dans de nombreuses entreprises, les patrons veulent faire des économies en licenciant des travailleurs.

C'est ainsi que depuis qu'il avait fait l'acquisition d'une grosse machine pour le nettoyage du sol, le chef du magasin s'était mis dans la tête, qu'il y avait une employée d'entretien en trop. Il prenait pour prétexte qu'une femme ne pouvait pas faire fonctionner cette machine. C'est ainsi qu'il décida de licencier sans aucune raison cette femme de service qui était employée dans le magasin à titre définitif depuis un an.

Mais les travailleurs ne se sont pas laissés faire. Il était bien évident pour eux que même avec la nouvelle machine, il y avait du travail pour les deux femmes de service avec l'entretien de l'ensemble de cet établissement.

Ils se sont donc mis en grève et sont restés très déterminés pour obliger la direction à reculer.

Martinique :

## Qui sont ces Despointes que Darsières et Maurice subventionnent ?

La société Royal SA s'occupe de la fabrication et de la commercialisation de l'ananas et de ses produits (mise en boîte, confiture) et de la fabrication de jus divers. L'usine est située à Dénéel au Gros Morne. Son principal actionnaire est Alex Huygues Despointe, qui est aussi président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Martinique. La famille Despointe possède en Martinique entre autre : un magasin de matériaux de construction à Trinité, le super-marché Stop Prix à Trinité, des libres services à Sainte-Marie et au Robert, Antilles Glace, Sofrima, SOFECA, Citroën, Peugeot, Caterpillard,

Photo 2.000.

Elle projette de monter une société commerciale dans la nouvelle cité artisanale du Bac à Trinité.

C'est la même famille Despointe qui possède des milliers d'hectares de terres en Guadeloupe autour de l'usine Gardel notamment et qui entre autre s'est enrichie sur les dépouilles des usines Grand'Anse à Marie Galante et Beauport à Port Louis.

Raoul Albert gérant de Royal SA est frère de Roger Albert le baron du tourisme à la Martinique. On le voit, ce n'est pas l'argent qui leur manque !

Guadeloupe :

## A LA MAINTENANCE MESQUINERIES D'UNE DIRECTION REVANCHARDE

Après la grève de quatre mois menée par une cinquantaine de travailleurs de la Maintenance pour exiger une augmentation de leurs salaires et une amélioration de leurs conditions de travail, la direction essaie aujourd'hui de se venger.

C'est ainsi qu'elle fait courir le bruit que certains grévistes seraient traduits devant les tribunaux pour avoir occupé les locaux du siège durant la grève. D'autre part, les travailleurs ont constaté que les salaires perçus à la fin du mois de février ne correspondaient pas aux

accords qui avaient été signés à la fin de la grève.

Par ailleurs, ceux qui travaillent sur le chantier EDF Bergevin, sont fort mécontents de n'avoir pas perçu jusqu'à ce jour le 13e mois pour l'année 1985 comme les années précédentes.

Décidément, ceux de la Maintenance n'en ont pas terminé avec cette direction méprisante qui, aujourd'hui souhaite prendre sa revanche. Mais ces menaces mesquines n'intimident guère les travailleurs et ceux-ci restent vigilants.

## (SUITE DE L'ÉDITORIAL)

Or, 45 % du marché métropolitain, sont réservés à l'ananas de la Martinique. Et puis, l'usine de Denel bénéficie d'autres types de subventions.

Les capitalistes de l'ananas disent, de 80 à 84, ce furent de très bonnes années ; tout allait bien ! 85, il y a une petite baisse, mais c'est surtout l'aide accordée aux usines qui a diminué de 16 %. Donc rien de catastrophique ! Que s'est-il passé ? La moindre des choses de la part de ces politiciens qui distribuent si généreusement des millions aux capitalistes, aurait été de leur demander des comptes.

Les travailleurs voient bien que de droite ou de gauche, ces politiciens sont à la botte des capitalistes. Et Darsières qui a le mépris si hautain pour les travailleurs, sait comment s'applatiser devant ses maîtres. Car, lui qui a le verbe facile pour invoquer le combat ancien des nègres marrons, aujourd'hui, se fait le larbin des descendants d'esclavagistes.

Alors, la conclusion pour les travailleurs, c'est que les comptes, ils doivent les demander eux-mêmes. Et si les subventions sont nécessaires, ils doivent en contrôler l'utilisation par les capitalistes. Tout cela est à la portée des travailleurs. Car s'ils le veulent bien, ils peuvent surveiller tous les faits et gestes des capitalistes. Car ces gens là ne font rien par eux-mêmes, car c'est nous, leurs esclaves salariés, qui faisons tout pour eux.

Alors, savoir où en sont leurs affaires ne devrait pas poser aux travailleurs un immense problème.

Voilà deux aspects importants du programme des travailleurs : refuser les licenciements, et même les interdire, mettre en surveillance biens et fortune des capitalistes et leur demander des comptes.

## Émigration :

### Des candidats antillais sur les listes de Lutte Ouvrière



Alex DUFEAL

A Paris, c'est Chantal CAUQUIL, employée d'assurances, qui conduira les listes LUTTE OUVRIÈRE pour les Législatives et les Régionales.

Alex DUFEAL, technicien au pilotage automatique, sera en deuxième position et Bernard FAUVERTE, conducteur de métro à Balard, sera candidat pour les Régionales.

## Haiti : Histoire de la dictature des Duvalier : NOTE A L'ATTENTION DES LECTEURS

En raison de l'actualité dominée la suite de l'histoire de la dictature encore par le problème des élections, nous publierons la semaine prochaine des Duvalier.

### PARIS :

Nous avons reçu d'un groupe de travailleurs haïtiens le texte ci-dessous :

### A NOS FRERES PELERINS, OUVRIERS, PAYSANS...

Chassé par les manifestations populaires en Haïti, Duvalier s'est enfui, sous la protection des gouvernements américain et français. Duvalier a eu le droit d'asile en France bien plus facilement que nous autres, qui avons dû fuir sa dictature et la misère !

Le gouvernement militaire et civil qui lui a succédé est là pour éviter que nos frères d'Haïti réglent les comptes avec les macoutes et les profiteurs. Déjà il a imposé le couvre-feu.

Oui, il faut en finir non seulement avec Duvalier, mais aussi avec tous ses complices qui ont assassiné et se sont enrichis en sa compagnie. A quoi servirait d'avoir chassé Duvalier si on garde tous les autres ?

Le gouvernement militaire a promis des élections. Mais il ne faut pas avoir trop confiance envers les futurs dirigeants, quels qu'ils soient. Au moment des élections, ils feront beaucoup de promesses, et après, quand ils seront au pouvoir, ils feront ce qu'ils voudront. Et ce sera trop tard. C'est maintenant que nous devons

penfer à nos frères qui souffrent depuis tant et tant d'années, c'est-à-dire les ouvriers, les paysans, les chômeurs et tous ceux qui se trouvent dans les pays étrangers. Ils ne savent même pas comment voter. Aujourd'hui, nous disons NON ! Nous ne voulons pas que nos frères votent pour des biscuits et des harengs saurs !

Nous ne voulons pas nous battre pour rien. Nous devons protéger notre victoire contre les candidats au pouvoir. Nous les opprimés devons nous organiser entre nous, nous armer pour nous défendre y compris contre ceux qui arriveront au pouvoir, et qui voudraient trahir nos espoirs.

Nous, les ouvriers, les paysans, les chômeurs, nous ne pouvons faire confiance à personne d'autre qu'à nous-mêmes, tout en agissant avec tout le monde.

Pour tous ceux qui veulent discuter, rejoignez-nous au 129 avenue Parmentier, Paris 11<sup>e</sup>, Métro Goncourt, tous les samedis à partir de 18 h.

UN GROUPE DE TRAVAILLEURS HAITIENS.

## LIBAN : L'indignation hypocrite des représentants de l'impérialisme

Le 19 février dernier, deux opposants irakiens au régime en place, en exil politique en France, ont été expulsés en direction de l'Irak. Il semble que cette expulsion a été réalisée à l'initiative de la police française, en dépit de la volonté du gouvernement, qui semble embarrassé par cette affaire.

En représailles, les organisations chiïtes ont pris en otages quatre membres de l'équipe de journalistes d'Antenne 2, samedi 8 mars à Beyrouth au Liban. L'organisation nationaliste « Jihad islamique », affirme ne pas être responsable de cet enlèvement. Elle annonce par contre, l'assassinat, toujours à titre de représailles, d'un des otages français détenus depuis plusieurs mois, Michel Seurat, et menace d'exécuter d'autres otages, réclamant la cessation de tout appui français à l'Irak dans le conflit qui l'oppose à l'Iran, la libération des auteurs de l'attentat contre l'ancien premier ministre Iranien Chappour Bakhtiar, détenus en France, et la récupération par la France des deux irakiens expulsés.

Toute la classe politique, de gauche comme de droite, fait corps avec le gouvernement qui affirme

sa volonté de réagir avec fermeté au chantage des ravisseurs des otages. Cependant, ni à gauche, ni à droite, aucun des partis ne pose les véritables problèmes de la présence de l'impérialisme français au Liban.

Tout le monde s'indigne du sort des otages français qui sont menacés de mort. Mais la situation actuelle au Liban résulte d'une volonté de l'impérialisme de maintenir un équilibre des forces qui lui permette de maintenir ses intérêts au Liban. Derrière la confusion apparente, derrière les groupes qui s'entre-déchirent pour le pouvoir, en faisant payer à la population le tribut de leurs combats, il y a des intérêts de classe. Il y a la main de l'impérialisme qui fait tout pour que l'explosion des masses populaires arabes ne balaye pas les féodaux et bourgeois à son service, et qui protège ses intérêts principalement dans le pétrole.

Si la situation est telle au Liban, avec les affrontements, les enlèvements d'otages, les camps de réfugiés palestiniens, la résistance palestinienne, si il existe des organisations terroristes comme le Jihad Islamique, c'est justement à cause de la main mise de l'impérialisme

## Émigration :

### Tract de Combat Ouvrier TRAVAILLEURS ANTILLAIS EN FRANCE VOTEZ RÉVOLUTIONNAIRE ! VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Comme à chaque échéance électorale, nous sommes, nous, travailleurs antillais très courtisés. De tous les côtés, à droite comme à gauche, on nous promet monts et merveilles. Mais tous ces politiciens croient-ils que nous avons la mémoire si courte ? Pourquoi la droite qui a été aux affaires de l'État pendant plus de 25 ans, n'a-t-elle pas mis en pratique toutes les promesses qu'elle nous prodigue aujourd'hui ?

N'est-ce pas à cause de sa politique au service des capitalistes que nos pays Martinique et Guadeloupe, sont aujourd'hui sinistrés économiquement, socialement...

N'est-ce pas à cause de cette droite que nous nous retrouvons ici à subir froid, racisme et pour certain chômage et sans espoir raisonnable

de retour...

La gauche, parlons en ! le parti socialiste et le parti communiste nous avaient dit qu'avec eux ce serait le décollage économique pour nos pays, qu'ici nous serions mieux traités... Qu'en pensez-vous ?

Aux Antilles la loi, et ici ces partis dits de gauche n'ont même pas remis en question le monopole et la cherté d'Air France qu'ils condamnaient pourtant.

Tout récemment des travailleurs de l'Assistance Publique ont dû descendre dans la rue pour exiger que le voyage payé leur soit convenablement accordé.

Alors non ! ni la droite, ni la gauche ne méritent que nous leurs accordions nos suffrages.

Certains compatriotes sont tentés

de voter pour des listes « apolitiques » ou « noires » ou de se réfugier dans l'abstention.

Nous, à COMBAT OUVRIER, nous proposons de faire savoir à tous les politiciens de droite et de gauche que nous ne sommes pas contents de chômage, de la hausse des prix, du blocage des salaires, de la flexibilité du racisme. Nous ne sommes pas contents du tout, et nous voulons que ça se sache. Si des milliers de travailleurs votent pour les révolutionnaires, ça fera certainement réfléchir tous les politiciens, ils sauront que des travailleurs sont conscients de leur force et ne sont pas disposés à laisser faire.

Pour que le message soit clair, faut voter pour l'extrême gauche, faut voter LUTTE OUVRIÈRE.

## HAÏTI :

### Les travailleurs entrent en lutte

Depuis la chute de Duvalier, une série de grèves ont été déclenchées par les travailleurs haïtiens. Certaines ont été organisées pour réclamer le départ de patrons trop liés à Duvalier, d'autres pour réclamer des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

Actuellement ce sont les employés des télécommunications, (plusieurs centaines), ceux de la minoterie, de la douane de Port-au-Prince, de l'aéroport, de certaines usines de sous-traitance, qui sont en grève. Ils réclament des augmentations de salaire. Il y a quelques

semaines c'étaient les ouvriers de l'usine à sucre de Port-au-Prince qui étaient eux aussi en grève.

Comme on le voit, les travailleurs des entreprises relèvent la tête. Après des années d'oppression, de répression ou ils n'avaient que le droit de se taire et de se faire exploiter pour des salaires de misère, ils réclament aujourd'hui une faible part de leur dû. Ces grèves ont déjà commencé à inquiéter non seulement le conseil national de gouvernement mais aussi certains leaders de retour d'exil. Car si la classe ouvrière décidait d'élargir ces grèves

et d'entrer sur la scène politique elle pourrait contrecarrer bien des plans des représentants de la bourgeoisie et du capital impérialiste qui aspirent à combler le vide laissé par Duvalier.

Et c'est d'ailleurs ce que les travailleurs haïtiens auraient de mieux à faire. Aujourd'hui les gens du pouvoir ou autres démocrates bien payés leurs disent que par leurs grèves ils contribuent à affaiblir encore plus le pays saigné à blanc pendant plus de vingt ans de dictature duvalérienne. Par contre ces mêmes démocrates de conseil se gardent bien de réclamer aux capitalistes, aux grosses sociétés impérialistes tout ce qu'ils ont volé aux travailleurs haïtiens en les exploitant féroce-ment.

Les travailleurs haïtiens qui sont aujourd'hui en grève ont trouvé une bonne voie pour se faire entendre. Car la chute de Duvalier en elle-même ne changera rien de fondamental pour eux si eux-mêmes n'entrent pas dans la lutte avec leurs propres revendications et leurs propres forces.

## Guadeloupe : INCIDENTS DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

(Suite de la page 1)

aujourd'hui à rassembler les anti-indépendantistes et tous ceux qui ont peur de l'indépendance dans la population, pour s'en servir ensuite comme tremplin dans une éventuelle négociation pour un changement de statut de la Guadeloupe.

Mais les notables et les gens de la moyenne bourgeoisie qui jouent ouvertement la carte de l'indépendance, et qui aujourd'hui ne disposent pas d'une base populaire aussi importante que celle de Chevry se retrouvent forcément en concurrence pour le même rôle. Effectivement, l'impérialisme français, en cas de dégradation de la situation

en Guadeloupe, cherchera à mettre sur orbite les politiciens qui lui paraissent les plus proches d'elle. Il ne discutera avec avec les indépendantistes les plus notoires, qu'en cas de menace d'explosion sociale, en espérant que ceux-ci pourront calmer la colère de la population.

Nous, nous disons aux travailleurs que tous ces jeux politiques ne peuvent pas se faire dans leur intérêt. Ils doivent constituer une force capable de faire prévaloir leurs propres intérêts, capable de les préserver des mauvais coups que les uns et les autres pourraient leur préparer.

## ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal Combat Ouvrier pour une période de ..... mois.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

ci-joint la somme de ..... règlement par chèque adressé à Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresseur

toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

S/C Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97156 POINTE-A-PITRE CEDEX

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à

COMBAT OUVRIER

M. DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire 51728